



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-88320>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **25-88320**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ville d'Antibes (06)

**Forme juridique de l'acheteur** : Organisme de droit public

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Prestations de maintenance et d'entretien du matériel de stationnement payant

**Description** : Prestations de maintenance et d'entretien du matériel de stationnement payant

**Identifiant de la procédure** : 1b59e77f-c401-465d-8934-1667dedd76bc

**Identifiant interne** : 25F153

**Type de procédure** : Ouverte

**Principales caractéristiques de la procédure** : Appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 63712400 Services de parc de stationnement

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 50324100 Services de maintenance de systèmes

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 34926000 Équipement de contrôle des parcs de stationnement

##### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 624,000 Euro

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 1,500,000 Euro

#### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale :

Faillite :

Corruption :

Concordat :

Participation à une organisation criminelle :

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental :

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme :

Fraude :

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains :

Insolvabilité :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail :

Biens administrés par un liquidateur :

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure :

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché :

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché :

Coupable d'une faute professionnelle grave :

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social :

Paiement des cotisations de sécurité sociale :

État de cessation d'activités :

Paiement d'impôts et taxes :

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes :

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre :** Prestations de maintenance et d'entretien du matériel de stationnement payant

**Description :** Prestations de maintenance et d'entretien du matériel de stationnement payant

**Identifiant interne :** 25F153

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 63712400 Services de parc de stationnement

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 50324100 Services de maintenance de systèmes

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 34926000 Équipement de contrôle des parcs de stationnement

**Options :**

**Description des options :** L'accord-cadre est conclu à compter du 1er janvier 2026 (ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure) jusqu'au 31 décembre 2026. L'accord-cadre peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2028

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 36 Mois

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 2

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 624,000 Euro

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 1,500,000 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Capacités professionnelles

**Description :** Se référer au règlement de la consultation

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Capacités financières

**Description :** Se référer au règlement de la consultation

**Critère :**

**Type** : Capacité technique et professionnelle

**Nom** : Capacités techniques

**Description** : Les certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats sont en particulier : - QUALIFELEC Installations électriques indice E2 ou MGTI : Moyen et Gros Tertiaire-Industrie - Classe 2 (de 4 à 8 exécutants) ; Ou - QUALIFELEC Maintenance installations électriques Indice MIE1 Classe 2 (de 4 à 10 exécutants) ; Par ailleurs, se référer au règlement de la consultation

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Nom** : Valeur technique

**Description** : Se référer au règlement de la consultation

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 50

**Critère :**

**Type** : Prix

**Nom** : Prix

**Description** : Se référer au règlement de la consultation

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Nom** : Performances en matière de protection de l'environnement

**Description** : Se référer au règlement de la consultation

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 22/09/2025 à 14:00

**Date limite de validité de l'offre** : 120 Jour

### **Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture :** 22/09/2025 à 14:30

### **Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué :** En cas de groupement, la forme juridique imposée après attribution par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire, nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre. L'entreprise mandataire d'un groupement ne peut représenter, en cette qualité, plus d'un groupement pour un même accord-cadre. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois : - En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; - En qualité de membres de plusieurs groupements

**Montage financier :** Financement sur les crédits ouverts au budget

**Informations relatives aux délais de recours :** Référé précontractuel (art L. 551-1 du Code de justice administrative) pendant toute la procédure et avant la conclusion du contrat. Référé contractuel (article L.551.13 et suivants du CJA) au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. Tout concurrent évincé de la conclusion d'un contrat administratif est recevable à former devant le juge administratif un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles (et y compris en faisant valoir l'illégalité des actes détachables du contrat) assorti le cas échéant de demandes indemnitaires dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées notamment de la publication de l'avis d'attribution. Référé-suspension (art L. 521-1 du CJA) sous condition d'urgence quand le contrat fait l'objet d'un recours de pleine juridiction contestant sa validité. Recours indemnitaire dans les 2 mois à compter d'une décision expresse ou implicite de rejet de la demande préalable (art R. 421-3 du CJA) et sous réserve des dispositions de la loi n 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics (prescription quadriennale) ou dans le cadre d'un recours en contestation de la validité du contrat. Déféré préfectoral (art L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales) : dans les 2 mois à compter de la date à laquelle l'acte litigieux est devenu exécutoire

#### **5.1.15 Techniques**

##### **Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

##### **Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique : non**

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Nice

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Nice

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Ville d'Antibes (06)

**Numéro d'enregistrement :** 21060004500012

**Adresse postale :** Hôtel de Ville Cours Masséna - CS 82205

**Ville :** Antibes Juan-les-Pins Cedex

**Code postal :** 06606

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** [commandepub-passation@ville-antibes.fr](mailto:commandepub-passation@ville-antibes.fr)

**Téléphone :** +33 492905280

**Adresse internet :** <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <http://www.antibes-juanlespins.com>

**Profil de l'acheteur :** <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel :** Tribunal Administratif de Nice

**Numéro d'enregistrement :** 17060005000026

**Ville :** NICE

**Code postal :** 06000

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** [greffe.ta-nice@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nice@juradm.fr)

**Téléphone :** +33 489978600

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : 73c7ac2c-f7b1-41fc-a3c6-b5e77cb4fd72 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 01/08/2025 à 10:50

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 01/08/2025